

# Renforcer la démocratie

en *Asie*

Nouveaux réseaux et partenariats pour le respect des  
droits de la personne et la primauté du droit

**PROGRAMME**

**Les 14 et 15 juin 2006**

Radisson Admiral Harbourfront  
249 Queen Quay West, Toronto



**Droits et Démocratie**

Centre international des droits de la personne  
et du développement démocratique

CONFÉRENCE INTERNATIONALE ANNUELLE

# Renforcer la démocratie

en *Asie*

Nouveaux réseaux et partenariats pour le respect des droits de la personne et la primauté du droit

**PROGRAMME**

**Les 14 et 15 juin 2006**

Radisson Admiral Harbourfront  
249 Queen Quay West, Toronto

Dialogue interculturel visant à examiner certains des défis liés à la démocratie en Asie-Pacifique, à favoriser la mise en application du respect des droits de la personne au moyen de mécanismes régionaux et nationaux et à définir de nouvelles possibilités de partenariat entre les organismes canadiens et asiatiques de promotion des droits de la personne et du développement démocratique.



**Droits et Démocratie**

Centre international des droits de la personne  
et du développement démocratique

# Renforcer la démocratie

en *Asie*

## Nouveaux réseaux et partenariats pour le respect des droits de la personne et la primauté du droit

### OBJECTIFS

La conférence annuelle de Droits et Démocratie est une initiative du conseil d'administration. Elle permet de réunir nos partenaires du gouvernement et de la société civile autour d'une question concernant les droits de la personne ou le développement démocratique. Voici les objectifs précis de la conférence de cette année.

- Explorer de nouvelles méthodes et des partenariats potentiels pour favoriser le développement démocratique et le respect des droits de la personne en Asie, et sensibiliser la population canadienne à ces questions.
- Fournir à nos partenaires asiatiques et canadiens, y compris les jeunes, l'occasion de reconnaître les possibilités, les pratiques exemplaires et les défis à relever au sein des réseaux (la société civile, le gouvernement et le secteur privé) de promotion des droits de la personne, de développement durable, de commerce équitable et d'investissements responsables.
- Analyser, dans le cadre d'un dialogue interculturel, certaines des leçons tirées de cas semblables dans d'autres régions (Amérique latine, Afrique et Europe) pour favoriser la création et la consolidation d'institutions nationales et régionales de promotion des droits de la personne en Asie.
- Accroître la sensibilisation et l'engagement du grand public en ce qui concerne les relations entre le Canada et l'Asie, notamment en matière de commerce équitable et d'investissements responsables, de développement international et de respect des droits de la personne.

### RÉSULTATS

Un rapport de la conférence sera publié. Il contiendra des recommandations de politiques à l'intention du gouvernement canadien en ce qui a trait à son engagement envers les partenaires asiatiques et canadiens en matière de respect des droits de la personne, de développement démocratique et de coopération internationale. Les résultats attendus de cette conférence sont, entre autres, un renforcement des partenariats et la mise sur pied de projets de suivi en Asie qui contribueront au dialogue interculturel sur la consolidation de la démocratie et les mécanismes de protection des droits de la personne.

# Survola



De l'étiquette « Fabriqué en » apposée sur des vêtements vendus dans le monde entier jusqu'aux placements, plus discrets, des sociétés dans les grands secteurs de l'économie mondiale – l'Asie est devenue omniprésente. Les « Tigres » et les « Géants » de ce monde ont atteint leur pleine maturité – du moins au royaume des affaires économiques – et influent directement sur les vies d'innombrables personnes vivant à des lieues de l'Asie. Pour ne citer que quelques exemples, le partenariat économique et commercial entre la Chine et l'Afrique est l'un des plus imposants de la planète, la participation de l'Inde à l'industrie internationale du logiciel est devenue indispensable, et la Corée du Sud, Singapour et la Thaïlande, tout comme quelques-unes de leurs voisines, représentent des économies régionales importantes dotées de réseaux aux multiples ramifications.

Le revers de la médaille? Le développement économique est, au bas mot, inégal et, plus important encore, les dynamiques politiques – surtout en matière de démocratisation et de droits de la personne – sont souvent hasardeuses. La plus vaste démocratie au monde, l'Inde, partage une frontière avec la Birmanie, un des pires contrevenants aux droits de la personne, alors que l'économie de marché libre de la Chine se développe dans un régime politique autoritaire. L'Indonésie est aux prises avec les grands défis du développement économique aggravés par les ravages des derniers tsunamis et tremblement de terre, alors qu'elle doit affronter les problèmes d'une transition vers la démocratie : renforcement des institutions, réforme du secteur de la sécurité ou violations répétées des droits de la personne dans certaines régions.

L'Asie ne se prête donc guère aux généralisations. Il est néanmoins impérieux de discuter de l'Asie non seulement en tant que région, mais également à titre de joueur (ou ensemble de joueurs) sur la scène internationale pour mieux comprendre le monde actuel et, certainement les dynamiques internationales pour les prochaines décennies. Nous avons axé la présente conférence sur la région de l'Asie-Pacifique et prêté une attention particulière à certains pays confrontés à des défis de taille au chapitre de la démocratie et des droits de la personne.

Sous le thème global de la conférence internationale de cette année, intitulée *Renforcer la démocratie en Asie*, Droits et Démocratie se penche sur les problèmes auxquels l'Asie se heurte. Ce sont les principes démocratiques fondés sur les valeurs universelles de dignité humaine, de justice et de droits qui nous aident à cerner les problèmes fondamentaux, puis à y répondre. Le sous-titre de la conférence, *Nouveaux réseaux et partenariats pour le respect des droits de la personne et la primauté du droit*, suggère pour sa part les mécanismes qui favoriseront notre progression. Les réseaux et les partenariats sont cruciaux – autant dans la sphère de l'économie que dans celles du développement démocratique et des droits humains. Tisser des liens entre les sociétés civiles, renforcer les institutions et faire évoluer les mécanismes régionaux nécessite de véritables partenariats et des réseaux efficaces.

La SÉANCE I de la conférence, « Établissement de correspondances » campe le contexte général. Quel est l'état actuel des choses en ce qui a trait à la société civile, aux médias, aux partis politiques et aux institutions de promotion des droits de la personne? Bien sûr, il est impossible de dresser une liste exhaustive des enjeux et des exemples, mais quelques tendances et facteurs doivent être analysés et comparés d'un pays à l'autre. ►

La SÉANCE 2 porte sur les dynamiques régionales. Il n'existe aucune institution régionale de défense des droits de la personne en Asie (contrairement aux pays d'Amérique, d'Afrique et d'Europe). Nous en analysons les raisons et nous examinons les efforts déployés pour mettre en œuvre des mécanismes de protection et de promotion des droits de la personne dans le contexte des organisations en place, soit l'ANASE et la SAARC. Les initiatives plurilatérales du Canada dans les pays d'Asie sont abordées ainsi que le lien entre les pratiques nationales et la loi internationale en Chine.

La SÉANCE 3 s'attaque au volet de la société civile et examine son rôle comme catalyseur du changement. Elle le fait dans le contexte d'un pays à la fois et dans celui des liens tissés entre les sociétés civiles à l'échelle internationale. Cela comprend les diasporas, les universités et les organisations qui établissent des ponts entre le Canada et les différents pays d'Asie. D'une valeur inestimable, les efforts des sociétés civiles portent entre autres sur l'éducation aux droits de la personne, la défense de ces droits, l'établissement de réseaux et les échanges culturels.

La SÉANCE 4 observe la relation entre les dynamiques économiques et les droits de la personne. Les marchés émergents peuvent-ils également être des défenseurs des droits de la personne? La mondialisation a souvent des conséquences négatives sur les droits de la personne (ceux des travailleurs notamment). Cependant, cette relation peut être transformée en un rapport positif qui ne renforce pas infailliblement les pratiques d'exploitation et de traitement abusif. Dans cette perspective, il est important d'analyser à la fois l'impact du commerce et des investissements en Asie et celui du commerce et des investissements asiatiques dans le monde en développement.

La SÉANCE 5 se consacre à la relation Canada-Asie et prête une attention marquée aux répercussions du commerce et des investissements sur les droits de la personne. Au programme de cette séance : les droits des travailleurs, les droits de propriété et les investissements responsables. Les pays d'Asie deviennent des partenaires commerciaux clés pour les entreprises canadiennes, mais dans quelle mesure ces dernières intègrent-elles le respect des droits de la personne à leur critère de décision ou d'analyse des risques politiques?

La SÉANCE 6 reprend les enjeux régionaux mais dans une perspective de « redressement ». La création de mécanismes régionaux et infrarégionaux de promotion des droits de la personne y est discutée ainsi que les ententes bilatérales dans la région. Les mécanismes régionaux peuvent renforcer le travail des organismes nationaux de promotion et de protection des droits de la personne. Que pouvons-nous faire pour améliorer la création de tels rouages?

La SÉANCE 7 clôture la conférence en mesurant les possibilités pour l'avenir. Sous forme de table ronde, les échanges font ressortir les tendances et dynamiques actuelles en regard des progrès envisageables pour la promotion des droits de la personne et de la démocratie en Asie.

Une bien longue liste d'enjeux et de questions à parcourir en seulement deux jours! D'éminents conférenciers du monde entier – en provenance d'Asie principalement – occuperont le devant de la scène durant cette conférence. Cependant, nous souhaitons ardemment que les participants contribuent aux échanges d'opinions et de perspectives. Après tout, la réussite d'une conférence repose sur la diversité et la qualité des dialogues, auxquels nous vous encourageons tous et toutes à participer.

**Bienvenue à la conférence internationale annuelle  
de Droits et Démocratie.**



# Ordre du Jour

## FORUM ÉTUDIANT

**Mardi 13 juin 2006**

De 10 h à 17 h

## FORUM ÉTUDIANT

Échange sur le rôle des mouvements étudiants dans la promotion des droits de la personne et du développement démocratique en Asie et au Canada

Organisé par le Réseau Droits et Démocratie

## PREMIÈRE JOURNÉE

**Mercredi, 14 juin 2006**

De 8 h à 9 h

### Déjeuner et inscription

De 9 h à 10 h 30

### Mot de bienvenue et discours d'ouverture

**Janice Stein**, présidente du conseil d'administration, Droits et Démocratie

**Jean-Louis Roy**, président, Droits et Démocratie

## SÉANCE 1

De 10 h 30 à 12 h

### Établissement de correspondances : Le développement démocratique et les droits de la personne en Asie

**Animatrice** : Flora MacDonald

#### Conférenciers :

T. Rajamoorthy, Réseau du tiers-monde (Malaisie), *Les défis en matière de démocratie, de droits de la personne et de développement en Asie*

Niraja G. Jayal, Jawaharlal University (Inde), *La démocratie et le pluralisme en Asie du Sud*

Kem Sokha, Centre cambodgien pour les droits de l'homme (Cambodge),

*Les mouvements démocratiques et les droits de la personne au Cambodge*

#### Discussion

De 12 h à 13 h 30

### Dîner-causerie : La Chine en mouvance : Droits et démocratie à l'âge du numérique

**Conférencier d'honneur** : Patrick Brown, correspondant de la chaîne CBC en Asie

#### Discussion

## SÉANCE 2

De 13 h 30 à 15 h

### Régionalisme : Relever le défi en matière de droits de la personne en Asie

**Animatrice** : Claire L'Heureux-Dubé

#### Conférenciers :

Paul Dalton, Institut danois pour les droits de l'homme (Danemark),

*L'influence des dynamiques régionales et nationales sur la promotion des droits de la personne*

Charles Burton, Brock University, *Forums canadiens plurilatéraux en Asie*

Sanjeewa Liyanage, Commission asiatique des droits de l'homme

*État de droit et droits de la personne en Asie et les défis de l'établissement de mécanismes nationaux*

Ban Wenzhan, Université des sciences politiques et du droit de la Chine

*L'interaction entre la protection des droits de la personne en Chine et la loi internationale*

#### Discussion

## PREMIÈRE JOURNÉE

(Suite)

**Mercredi, 14 juin 2006**

De 15 h à 15 h 30

Pause

### SÉANCE 3

De 15 h 30 à 17 h

#### **La société civile : le catalyseur du changement**

**Animatrice :** Lois Wilson

**Conférenciers :**

Lu YiYi, Chatham House,

*L'émergence de la société civile en Chine*

Dominique Caouette, Université de Montréal,

*Les défis pour les réseaux de la société civile au Canada et en Asie*

Ian Hamilton, Equitas

*Le rôle de la société civile dans l'éducation aux droits de la personne*

Paul Evans, Fondation Asie-Pacifique

*Mythes et miracles de la société civile transnationale en Asie*

**Discussion**

De 17 h à 18 h

Pause

De 18 h à 20 h

#### **Réception**

**Conférencier d'honneur :** Omar Kabbaj, président, Banque Africaine de Développement

## DEUXIÈME JOURNÉE

**Jeudi, 15 juin 2006**

### SÉANCE 4

De 9 h à 10 h 15

#### **Mondialisation, marchés émergents et promotion des droits de la personne**

**Animateur :** Peter Li

**Conférenciers :**

Antonio Tujan fils, Réseau de recherche Asie-Pacifique (Philippines)

*Privatisation, déréglementation et pauvreté : qui est le responsable?*

Irene Fernandez, TENAGANITA (Malaisie)

*La migration de la main-d'œuvre et les répercussions de celle-ci sur les femmes en Asie*

Charm Tong, Shan Women's Action Network (Birmanie)

*La Birmanie, l'ANASE et la lutte pour la démocratie*

Joe Wong, University of Toronto (Canada)

*La mondialisation, les droits sociaux et les perspectives démocratiques*

**Discussion**

De 10 h 15 à 10 h 30

Pause

## DEUXIÈME JOURNÉE

(Suite)

*Jeudi, 15 juin 2006*

### SÉANCE 5

De 10 h 30 à 12 h

#### **Les répercussions du commerce et des investissements entre le Canada et l'Asie sur les droits de la personne**

**Animateur :** Patrick Brown

##### **Conférenciers :**

Nancy Riche, ancienne Vice Présidente, Congrès du travail du Canada,

*Le commerce entre le Canada et l'Asie et la promotion des droits des travailleurs*

Doug Goold, Institut canadien des affaires internationales, *Protéger les investissements étrangers dans une économie mondialisée : droits de propriété ou droits de la personne ?*

Han Dongfang, China Labour Bulletin, *Le rôle des investisseurs étrangers dans la promotion de bonnes pratiques de travail en Chine*

Luke Peterson, Institut international de développement durable, *Le droit à la propriété au premier plan de la politique étrangère : les cas de la Chine et du Canada*

**Discussion**

De 12 h à 13 h 30

#### **Dîner-causerie : Soutenir la démocratisation de la Birmanie**

**Conférencier d'honneur :** Dr Sein Win, Premier ministre, NCGUB

**Discussion**

### SÉANCE 6

De 13 h 30 à 15 h

#### **Le rôle des institutions régionales (sous-régionales) dans la démocratisation**

**Animateur :** Vitit Muntarbhorn

##### **Conférenciers :**

Homayoun Alizadeh, représentant régional du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Thaïlande), *Établissement de mécanismes régionaux visant à promouvoir et à protéger les droits de la personne*

Pip Dargan, Forum Asie-Pacifique, *Mécanismes nationaux de défense des droits de la personne dans la région Asie-Pacifique*

Carolina G. Hernandez (Philippines)

Angela Melo, Rapporteuse Spéciale sur les droits des femmes, Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples

Masanori Aikyo, Nagoya University (Japon), *Droits de la personne et démocratie – L'expérience du Japon en matière d'aide juridique aux pays asiatiques*

Ravi Nair, Réseau des droits de l'homme en Asie-Pacifique

**Discussion**

De 15 h à 15 h 30

**Pause**

### SÉANCE 7

De 15 h 30 à 17 h

#### **Session de clôture : L'avenir des droits de la personne en Asie**

**Animatrice :** Janice Stein

**Commentateurs :** Jacques Bertrand, University of Toronto

Nimalka Fernando, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme

André Laliberté, UQAM

Vitit Muntarbhorn, Chulalongkorn University

**Discussion**



# Bref Aperçu

## FORUM ÉTUDIANT Mardi 13 juin 2006

De 10 h à 17 h

## PREMIÈRE JOURNÉE Mercredi, 14 juin 2006

De 8 h à 9 h

De 9 h à 10 h 30

## SÉANCE 1

De 10 h 30 à 12 h

De 12 h à 13 h 30

## SÉANCE 2

De 13 h 30 à 15 h

De 15 h à 15 h 30

## SÉANCE 3

De 15 h 30 à 17 h

De 17 h à 18 h

De 18 h à 20 h

## FORUM ÉTUDIANT

Échange sur le rôle des mouvements étudiants dans la promotion des droits de la personne et du développement démocratique en Asie et au Canada  
Organisé par le Réseau Droits et Démocratie

### Déjeuner et inscription

### Mot de bienvenue et discours d'ouverture

Janice Stein, présidente du conseil d'administration, Droits et Démocratie  
Jean-Louis Roy, président, Droits et Démocratie

### Établissement de correspondances : Le développement démocratique et les droits de la personne en Asie

Animatrice : Flora MacDonald

Conférenciers : T. Rajamoorthy, Réseau du tiers-monde (Malaisie), Niraja G. Jayal (Inde), Kem Sokha, Centre cambodgien pour les droits de l'homme (Cambodge).

Discussion

### Dîner-causerie : La Chine en mouvance : Droits et démocratie à l'âge du numérique

Conférencier d'honneur : Patrick Brown, correspondant de la chaîne CBC en Asie

Discussion

### Régionalisme : Relever le défi en matière de droits de la personne en Asie

Animatrice : Claire L'Heureux-Dubé

Conférenciers : Paul Dalton, Institut danois pour les droits de l'homme (Danemark); Charles Burton, Brock University (Canada); Sanjeewa Liyanage, Commission asiatique des droits de l'homme; Ban Wenzhan, Université des sciences politiques et du droit de la Chine.

Discussion

Pause

### La société civile : le catalyseur du changement

Animatrice : Lois Wilson

Conférenciers : Lu YiYi, Chatham House; Dominique Caouette, Université de Montréal; Ian Hamilton, Equitas; Paul Evans, Fondation Asie-Pacifique.

Discussion

Pause

### Réception

Conférencier d'honneur : Omar Kabbaj, président, Banque Africaine de Développement

DEUXIÈME JOURNÉE  
*Jeudi, 15 juin 2006*

SÉANCE 4

De 9 h à 10 h 15

**Mondialisation, marchés émergents et promotion des droits de la personne**

**Animateur** : Peter Li

**Conférenciers** : Antonio Tujan, Réseau de recherche Asie-Pacifique (Philippines); Irene Fernandez, TENAGANITA (Malaisie); Charm Tong, Shan Women's Action Network (Birmanie); Joe Wong, University of Toronto (Canada).

**Discussion**

De 10 h 15 à 10 h 30

**Pause**

SÉANCE 5

De 10 h 30 à 12 h

**Les répercussions du commerce et des investissements entre le Canada et l'Asie sur les droits de la personne**

**Animateur** : Patrick Brown

**Conférenciers** : Nancy Riche, ancienne Vice Présidente, Congrès du travail du Canada; Doug Goold, Institut canadien des affaires internationales; Han Dongfang, China Labour Bulletin; Luke Peterson, Institut international de développement durable.

**Discussion**

De 12 h à 13 h 30

**Dîner-causerie : Soutenir la démocratisation de la Birmanie**

**Conférencier d'honneur** : Dr Sein Win, Premier ministre, NCGUB

**Discussion**

SÉANCE 6

De 13 h 30 à 15 h

**Le rôle des institutions régionales (sous-régionales) dans la démocratisation**

**Animateur** : Vitit Muntarbhorn

**Conférenciers** : Homayoun Alizadeh, représentant régional du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Thaïlande); Pip Dargan, Forum Asie-Pacifique; Carolina G. Hernandez (Philippines); Angela Melo, Rapporteuse Spéciale sur les droits des femmes, Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples; Masanori Aikyo, Nagoya University (Japon); Ravi Nair, Réseau des droits de l'homme en Asie-Pacifique.

**Discussion**

De 15 h à 15 h 30

**Pause**

SÉANCE 7

De 15 h 30 à 17 h

**Session de clôture : L'avenir des droits de la personne en Asie**

**Animatrice** : Janice Stein

**Commentateurs** : Jacques Bertrand, University of Toronto; Nimalka Fernando, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme; André Laliberté, Université du Québec à Montréal; Vitit Muntarbhorn, Chulalongkorn University.

# Conférenciers

Notes biographiques

## Masanori Aikyo

Centre d'échanges juridiques en Asie (CALE),

Université de Nagoya (Japon)

Masanori Aikyo est professeur au Centre d'échanges juridiques en Asie de l'Université de Nagoya. Il est spécialiste du droit asiatique, du droit constitutionnel et de la culture juridique comparée. Il a mené des recherches poussées sur le droit comparé en Asie du Sud-Est en général, et sur le droit vietnamien en particulier. Il est responsable d'un projet subventionné par le ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie, portant sur l'aide juridique en Asie et la constitution d'un paradigme pour les pays d'Asie. Ce projet, qui s'étend de 2001 à 2006, est mis en œuvre avec la collaboration des acteurs du milieu du droit partout au Japon, universitaires comme praticiens. Parmi les publications de M. Aikyo figurent notamment *What is Legal Assistance? How Should We Think Of It?* (2000), *History of the Vietnamese Constitution* (1993), *Vietnamese Legal Research* (1989).

## Jacques Bertrand

Université de Toronto

Jacques Bertrand est professeur agrégé de science politique à l'Université de Toronto. Depuis plus de quinze ans, il étudie des questions relatives à la politique ethnique, au nationalisme, à la démocratisation et à la politique locale en Indonésie. Ses travaux de recherche actuels, financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et par le United States Institute of Peace, portent sur les intérêts des minorités ethniques et la représentation de celles-ci en Asie du Sud-Est, ceci dans une perspective comparative; M. Bertrand s'intéresse particulièrement aux pays de cette région ayant récemment accédé à la démocratie. Il a gagné le prix William L. Holland en 2003 pour l'article remarquable qu'il a publié dans la revue *Pacific Affairs* en 2002. Il détient un doctorat en politique de l'Université de Princeton (1995). Sa plus récente publication est intitulée *Nationalism and Ethnic Conflict in Indonesia* (Cambridge: Cambridge University Press, 2004).

## Patrick Brown

Correspondant en Asie pour CBC-TV

Patrick Brown est correspondant pour la CBC à Beijing. Avant d'être affecté à ce poste, il a été correspondant à Londres de 1980 à 1990, à Beijing de 1990 à 1996, puis à Delhi de 1997 à 1999. Il a fait des reportages partout dans le monde, couvrant notamment l'Europe, la Russie et d'autres pays de l'ex-Union soviétique, l'Iran, l'Iraq, la Chine, le Vietnam, le Cambodge, Hong Kong, la Thaïlande et les Philippines. Arrivé au Canada en 1970, M. Brown s'est joint à l'équipe de Radio-Canada International en tant que directeur de l'information après avoir travaillé comme analyste des systèmes informatiques, enseignant et journaliste pigiste. En 1976, il s'est installé à Montréal pour occuper un poste de reporter à la chaîne locale de radio de la CBC avant de devenir, deux ans plus tard, reporter national pour la chaîne de radio à Montréal. M. Brown a étudié à Cambridge en Angleterre, son pays natal. Il détient une maîtrise en anthropologie sociale.

## Charles Burton

Université Brock

Charles Burton est professeur agrégé de science politique à l'Université Brock depuis 1989. Il a été détaché deux fois comme conseiller politique à l'Ambassade du Canada à Beijing par le ministère des Affaires étrangères depuis 1991, soit de 1991 à 1993 et de 1998 à 2000. Il a obtenu son doctorat de l'Université de Toronto en 1987, après des études à l'Université de Cambridge, en Angleterre, et trois ans à l'Université Fudan, à Shanghai, à la fin des années 1970. M. Burton a commencé sa carrière en occupant un poste au ministère de la Défense nationale à Ottawa, où il a travaillé à l'établissement de la sécurité des communications. Il est l'auteur et l'éditeur de divers ouvrages et articles sur la Chine et la Corée du Nord. Il continue de jouer un rôle de consultant auprès du ministère des Affaires étrangères et d'autres organismes en ce qui concerne la politique du Canada à l'égard de la Chine et de la Corée du Nord.

## Dominique Caouette

Université de Montréal

Dominique Caouette est professeur adjoint au département de science politique de l'Université de Montréal depuis 2004, où il enseigne les relations internationales; il s'intéresse particulièrement aux acteurs non étatiques, à l'activisme transnational et à l'Asie du Sud-Est. Avant d'occuper ce poste, M. Caouette a été chargé de cours à l'Université d'Ottawa et a travaillé pendant plus de cinq ans avec Inter Pares comme agent de programme et membre de l'Équipe Asie. Il a vécu et œuvré aux Philippines ainsi qu'en Amérique latine. Il a écrit sur les mouvements sociaux et révolutionnaires ainsi que, récemment, sur les réseaux et les mouvements de défense des droits transnationaux. Il détient un doctorat de l'Université Cornell ainsi qu'une maîtrise en affaires internationales de l'Université de Carleton. Au sein de l'Université de Montréal, il est actuellement membre de la Chaire des études asiatiques du Centre d'études de l'Asie de l'Est, du Groupe de recherche sur la sécurité internationale et du Centre de recherche sur les politiques et le développement social. Il siège au conseil d'administration du Comité du service unitaire du Canada et il fait partie du comité de rédaction des Éditions Écosociété, maison d'édition établie à Montréal.

## Paul Dalton

Institut danois pour les droits de l'homme (Danemark)

Paul Dalton est avocat et chef de projet à la section Accès aux droits de l'Institut danois pour les droits de l'homme. Il est responsable des programmes de l'Institut liés aux institutions étatiques, au secteur de la justice et aux organisations de la société civile au Vietnam, en Indonésie et au Cambodge. M. Dalton s'intéresse principalement à la jurisprudence en matière de droits de la personne, à la justice administrative et criminelle ainsi qu'à l'application des normes relatives aux droits de la personne par les organismes d'exécution de la loi et les forces de sécurité. De 2001 à 2004, il a été coordonnateur du programme des relations institutionnelles et du droit au Conseil international pour la réhabilitation des victimes de la torture. Il est membre de la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud, de l'Association danoise des avocats et des économistes ainsi que de Australian Lawyers for Human Rights. Il est marié et père de deux enfants.

## Pip Dargan

### Forum des institutions nationales pour les droits de la personne en Asie-Pacifique

Pip Dargan est directrice adjointe fondatrice du Forum des institutions nationales pour les droits de la personne en Asie-Pacifique (FAP). Elle œuvre au sein du FAP depuis sa création en 1996. M<sup>me</sup> Dargan a été chargée de la gestion et de la mise en œuvre des programmes clés en matière de droits de la personne et a travaillé en étroite collaboration avec les institutions membres du FAP et d'autres partenaires, surtout dans les dossiers relatifs à la traite de personnes, aux droits des femmes et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. M<sup>me</sup> Dargan a également représenté le FAP à divers forums et rencontres d'envergure régionale, nationale et internationale. Elle a en outre été chargée de diverses responsabilités relatives à la stratégie et à la gestion dans le cadre du fonctionnement du secrétariat du FAP. Avant de s'associer au FAP, M<sup>me</sup> Dargan a assumé différentes fonctions à la Commission australienne des droits de la personne et de l'égalité des chances, notamment en matière d'enquête, de conciliation, d'éducation du public et de politique des droits de la personne. En 1996, la Commission a choisi M<sup>me</sup> Dargan pour la représenter au Forum des jeunes leaders de l'Asie qui s'est tenu à Shanghai, en Chine. M<sup>me</sup> Dargan est diplômée de l'Université de Sydney, où elle a obtenu un baccalauréat ès arts avec majeure en politique et en histoire.

## Han Dongfang

### Le China Labour Bulletin

Avant les manifestations de la place Tian'anmen de 1989, Han Dongfang, fils de paysan, travaillait comme assistant-libraire et ingénieur en réfrigération. Han Dongfang est principalement connu pour les activités qu'il a menées au cours de ces manifestations, à la suite desquelles il est devenu défenseur des droits de la personne. En 1989, il a constitué la Beijing Autonomous Workers Federation, le premier syndicat indépendant en Chine continentale en 50 ans. Son objectif consistait à former une fédération de travailleurs qui pourrait surveiller les actions du parti communiste chinois, particulièrement en ce qui a trait aux traitements réservés aux travailleurs. La fédération des travailleurs a été démantelée à la suite des manifestations de la place Tian'anmen, qui se sont terminées par une effusion de sang le 4 juin 1989. Après ce massacre, Han Dongfang a été emprisonné sans procès pendant une période de 22 mois durant laquelle il a contracté la tuberculose. Il a été libéré à l'article de la mort et, peu après, a reçu un visa américain lui permettant de se faire soigner aux États-Unis, où il s'est rétabli non sans avoir perdu l'usage d'un poumon. Il vit actuellement à Hong Kong, où il dirige le *China Labour Bulletin*, qui soutient le syndicalisme commercial indépendant et surveille les questions liées à la main-d'œuvre en Chine. De plus, il anime une émission hebdomadaire influente sur les ondes de Radio Free Asia, dont les cotes d'écoute sont évaluées à environ 40 millions de personnes sur le continent. Il fait également parti du comité de direction du World Movement for Democracy. Il continue à promouvoir les droits des travailleurs en Chine et entretient par téléphone et par courriel des contacts avec des travailleurs de partout sur le continent. Han Dongfang a reçu le « Democracy Award » du National Endowment for Democracy des mains du président Bill Clinton en 1993, ainsi que l'« International Activist Award » de la Gleitsman Foundation en 2005.

## Paul Evans

### Fondation Asie Pacifique

Titulaire d'un doctorat de l'Université de Dalhousie, Paul M. Evans est actuellement prêté par l'Université de la Colombie-Britannique à la Fondation Asie Pacifique du Canada, où il assume les fonctions de vice-président du conseil d'administration et de codirecteur général. Auparavant, M. Evans a été professeur adjoint, professeur agrégé et professeur au sein du département de science politique de l'Université de York (1981-1997); directeur du Centre conjoint de l'Université de Toronto et de l'Université de York pour les études de l'Asie-Pacifique (1991-1996); professeur invité au Centre de l'Asie de l'Université Harvard (1997-1999); directeur intérimaire de l'Institut Liu des enjeux mondiaux (2004-2005). Il a obtenu des bourses de recherche de l'Université nationale d'Australie (1988), de l'Université nationale de Chengchi (1989), de l'Université de Chulalongkorn (1989), du Centre Orient-Occident (1995) et de l'Institut pour l'avancement de la recherche de Tokyo (1999). Il a occupé le poste de coprésident du Comité canadien membre du Conseil pour la coopération et la sécurité en Asie-Pacifique depuis sa fondation, en 1993, jusqu'en juillet 1997; il a également été coprésident du Groupe de travail sur le Pacifique Nord du Conseil de 1994 à juin 1998. M. Evans a été directeur fondateur du Consortium canadien sur la sécurité humaine en 2001-2002. Membre de l'International Council of the Asia Society à New York, il fait en outre partie des conseillers internationaux du Centre d'études stratégiques et internationales à Djakarta et il siège au comité de rédaction des revues *The Pacific Review* et *Pacific Affairs*. Il dirige un programme de dialogue de deux ans sur le rétablissement de la sécurité américaine, programme financé par la Fondation Ford. Il écrit actuellement surtout sur le régionalisme est-asiatique, la réponse de l'Asie en matière de sécurité humaine et la politique Canada-Asie.

## Irene Fernandez

### TENAGANITA (Malaisie)

Irene Fernandez milite pour les droits des travailleurs migrants, des travailleurs agricoles, des travailleurs domestiques, des prostituées et des personnes atteintes du SIDA. Injustement accusée d'avoir « publié de fausses informations dans une intention malveillante », elle poursuit son œuvre malgré sa condamnation et la sentence d'un an d'emprisonnement prononcée contre elle. M<sup>me</sup> Fernandez est née en Malaisie en 1946; elle a trois enfants de sang et plusieurs enfants adoptifs. Elle a commencé sa carrière comme enseignante à l'école secondaire, puis elle a intégré le mouvement Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), ayant son siège à Bruxelles; elle a été présidente de la section malaise de JOC de 1972 à 1975. En 1976, elle s'est jointe à l'Association des consommateurs de Penang (ACP), au sein de laquelle elle a travaillé à l'éducation du public, lançant des clubs de consommateurs pour les élèves du secondaire afin de leur enseigner les principes relatifs aux besoins essentiels, à la sécurité et à la protection de l'environnement. Elle a également mis sur pied un programme de consommation à l'intention des femmes vivant en milieu rural, programme lié à la campagne de promotion de l'allaitement maternel et au boycottage de Nestlé. En 1986, elle a mené des campagnes contre la violence faite aux femmes, ce qui a mené à l'éclosion de nombreuses organisations de femmes, dont la All Women's Action Society, présidée par M<sup>me</sup> Fernandez pendant cinq ans. Ce groupe figure maintenant

parmi les organisations de défense des droits des femmes les plus puissantes en Malaisie : la loi sur la violence familiale, le code visant le harcèlement sexuel ainsi que les modifications apportées à la législation en matière de viol sont tous des fruits de son travail. En 1986, M<sup>me</sup> Fernandez a fondé Asia Pacific Women in Law and Development (APWLD). Depuis 1992, elle est à la tête du Réseau d'action contre les pesticides, dont l'objectif est l'élimination des pesticides et le développement de l'agriculture durable. En 1991, elle a créé Tenaganita, groupe militant pour les droits des travailleurs étrangers, et elle continue encore aujourd'hui de le diriger.

## Nimalka Fernando

### Mouvement international contre toutes les formes de discrimination (IMADR) (Sri Lanka)

Avocate et activiste pour les droits des femmes, Nimalka Fernando est membre du Mouvement populaire démocratique du Sri Lanka, lequel est constitué d'une coalition de mouvements populaires, d'ONG et de syndicats dont l'objectif est de susciter des interventions et un dialogue en faveur de nouveaux modèles de développement. Elle est présidente du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination (IMADR), qui a vu le jour au Japon en 1988. Elle est également présidente du Forum des femmes pour la paix au Sri Lanka. En outre, M<sup>me</sup> Fernando est membre fondatrice de l'Asian Regional Exchange for New Alternatives (ARENA), et a siégé au conseil d'administration de cette organisation de 1994 à 1997.

## Douglas Goold

### L'Institut canadien des affaires internationales

Du 2004, Douglas Goold est président et chef de direction de l'Institut canadien des affaires internationales. Douglas Goold est un journaliste, un auteur et un commentateur reconnu ainsi que l'ancien rédacteur en chef de la section « Report on Business » du *Globe and Mail* et du magazine *Report on Business*. Pendant de nombreuses années, il a beaucoup écrit sur le rôle du Canada sur les scènes politique et commerciale internationales en tant que chroniqueur national pour *The Globe and Mail*. Il est l'auteur (avec Andrew Willis) d'un livre sur les banques canadiennes : *The Bre-X Fraud*, un succès national, et de *Peace Without Promise*, un ouvrage sur le règlement de la paix après la Première Guerre mondiale. Il travaille maintenant à l'écriture d'un livre avec Neal Sher, chef de l'Office of Special Investigations du département de la Justice des États-Unis de 1982 à 1994, chargé de poursuivre les criminels de guerre nazis. Douglas Goold détient un doctorat en histoire moderne de la University of Cambridge. Il a enseigné à la University of Alberta et à l'University of Victoria, et a bénéficié de deux bourses postdoctorales Izaak Walton Killam à la University of British Columbia.

## Ian Hamilton

### Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains

Ian Hamilton est directeur général d'Equitas, organisme sans but lucratif se consacrant à l'éducation aux droits de la personne. Les sessions et les ateliers de formation organisés par Equitas sont conçus de manière à renforcer la capacité des organisations des droits de la personne en matière d'éducation dans ce secteur (formation, campagnes de sensibilisation, diffusion d'information et défense des droits). Equitas propose notamment un programme de formation sur les droits de la personne à l'échelle internationale, un programme sur les institutions nationales pour les droits de la personne et un programme sur les travailleurs migrants.

## Carolina G. Hernandez

### Institut d'études stratégiques et de développement

Carolina G. Hernandez est actuellement professeure de science politique à l'Université des Philippines et titulaire de la chaire d'enseignement en relations internationales Carlos P. Romulo de cette institution. Elle est fondatrice et présidente de l'Institut d'études stratégiques et de développement; celui-ci est un centre d'études et de recherches indépendant et sans but lucratif sur la politique étrangère, les politiques nationales, les questions de sécurité ainsi que le développement. M<sup>me</sup> Hernandez a abondamment publié dans des revues spécialisées internationales, régionales et philippines telles que *Asian Survey*, *Pacific Review*, *Third World Quarterly* et *Public Policy*, sur des sujets relatifs à la sécurité régionale et aux relations avec l'étranger, au rôle des forces armées dans la politique, la démocratie et le développement, ainsi qu'aux politiques nationales et à la politique étrangère des Philippines. M<sup>me</sup> Hernandez a obtenu un baccalauréat ès sciences en service extérieur (avec distinction) de l'Université des Philippines ainsi qu'une maîtrise en relations internationales de l'Université de Karachi, où elle a terminé première de sa promotion. Elle a également effectué des travaux de recherche avancés en philosophie politique à l'Université Duke et elle détient un doctorat en science politique de l'Université de l'État de New York à Buffalo, où elle a réalisé une étude d'avant-garde sur les relations entre civils et militaires aux Philippines. Elle est mariée au juge Jose R. Hernandez, avec qui elle a eu cinq enfants.

## Claire L'Heureux-Dubé

### Juge à la retraite de la Cour suprême du Canada

L'Honorable Claire L'Heureux-Dubé a été juge à la Cour suprême du Canada de 1987 à 2002 et reste dans la mémoire collective l'une des plus ferventes activistes en matière de promotion des droits de la personne par l'égalité. Par ses jugements, elle a défendu le droit à l'égalité, et ce, dans divers domaines, qu'il s'agisse du droit de la famille, du droit civil, du droit du travail, du droit de l'impôt ou du droit criminel. Tout au long de sa carrière, elle a défendu avec acharnement les femmes, les enfants, les Autochtones, les gens de couleur et les autres groupes défavorisés de la société. Nommée en 1973 juge à la Cour supérieure du Québec, l'Honorable Claire L'Heureux-Dubé a peu de temps après été choisie pour présider une commission royale d'enquête à la suite d'allégations d'exploitation sexuelle d'immigrantes par des officiers de l'immigration. Ses



recommandations ont été entièrement adoptées par le gouvernement fédéral. En 1979, elle est devenue la première femme juge à la Cour d'appel du Québec et, huit ans plus tard, elle devenait la première Québécoise nommée juge à la Cour suprême du Canada. Elle a obtenu avec distinction son baccalauréat en droit civil de l'Université Laval en 1951, accompagné de récompenses spéciales en droit civil et en droit du travail. Entre 1952 et 1973, elle a exercé en pratique privée comme associée au sein du cabinet Bard, L'Heureux & Philippon, puis comme associée principale chez L'Heureux, Philippon, Garneau, Tourigny, St-Arnaud & associés. Depuis qu'elle a pris sa retraite en juillet 2002, elle a été nommée juge en résidence à l'Université Laval, où elle a fait ses études.

## Niraja Gopal Jayal

**Professeure, Centre pour l'étude du droit et de l'intendance et directrice, Institut d'études avancées de l'Université Jawaharlal Nehru (Inde)**

Niraja Gopal Jayal est professeure au Centre pour l'étude du droit et de l'intendance à l'Université Jawaharlal Nehru. Elle est également actuellement présidente du Centre. Elle est l'auteure de *Democracy and the State: Welfare, Secularism and Development in Contemporary India* (Oxford University Press, 1999); elle a en outre corédigé *Drought, Policy and Politics in India* (Sage, 1993) et dirigé la rédaction de *Democracy in India* (Oxford University Press, 2001). Ses travaux de recherche actuels portent notamment sur la conception de la citoyenneté en Inde, la place faite aux femmes dans la sphère du pouvoir, la décentralisation et la théorie de l'environnement politique. Elle est directrice du projet financé par la Fondation Ford sur le dialogue en matière de démocratie et de pluralisme en Asie du Sud-Est.

## André Laliberté

**Université du Québec à Montréal**

André Laliberté est professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et professeur agrégé à la Faculté des études supérieures de l'Université d'Ottawa. Il est diplômé de l'UQAM (1991) et a obtenu un doctorat en science politique de l'Université de la Colombie-Britannique en 1999. M. Laliberté est secrétaire-trésorier du Conseil de l'Asie de l'Est de l'Association canadienne des études asiatiques depuis 2003 et il fait partie du conseil d'administration du Consortium canadien sur la sécurité en Asie-Pacifique depuis 2004. Il est actuellement membre du China Cluster, groupe d'analystes réunis pour discuter des problématiques chinoises et taïwanaises ayant des répercussions sur le Canada. Il siège également au comité de rédaction de *Monde chinois* et de *Politique et société*. Les travaux et les publications de M. Laliberté portent principalement sur la politique chinoise et taïwanaise, en particulier sur la politique de l'identité, la religion et l'État, les questions constitutionnelles et l'évolution des désaccords entre la Chine et Taïwan quant à l'identité nationale et à la souveraineté. Récemment, M. Laliberté s'est attelé à l'étude de la politique d'aide sociale en Chine et à Taïwan. [http://www.er.uqam.ca/nobel/cridaq/spip/article.php3?id\\_article=52](http://www.er.uqam.ca/nobel/cridaq/spip/article.php3?id_article=52)

## Peter S. Li

**Université de la Saskatchewan et membre du Conseil, Droits et Démocratie**

A enseigné au niveau universitaire pendant 30 ans. À l'heure actuelle, il est membre du corps enseignant de l'Université de la Saskatchewan, rédacteur en chef de la *Revue de l'intégration et de la migration internationale* et directeur de la chaire économique du Centre d'excellence des Prairies pour la recherche sur l'immigration et l'intégration. Il a agi en qualité d'expert-conseil et de conseiller auprès de plusieurs ministères du gouvernement du Canada, notamment dans les domaines de l'immigration, du multiculturalisme, des relations raciales et de la statistique sociale. Il a prononcé des conférences dans de nombreux pays, y compris en Chine, à Taïwan, à Hong Kong, en Corée, en Inde, en Australie ainsi qu'en Europe.

## Sanjeewa Liyanage

**Commission des droits de la personne en Asie (AHRC)**

D'origine sri-lankaise, Sanjeewa Liyanage est depuis 1988 coordonnateur, pour l'Asie, de la Jeunesse étudiante chrétienne internationale (JECI), un organisme international rassemblant les étudiants catholiques. Depuis, il dirige des programmes de formation visant la conscientisation sociale et le leadership; ces programmes sont offerts aux étudiants dans quelque 14 pays d'Asie. En 1995, il s'est joint à la Commission des droits de la personne en Asie (AHRC), ONG régionale établie à Hong Kong et se consacrant à la défense des droits de la personne. Il a aidé l'AHRC à mettre sur pied son réseau de communication électronique, qui relie des milliers de personnes et d'ONG en Asie et ailleurs dans le monde. Il a collaboré à différents programmes de formation juridique ayant trait aux droits de la personne, offerts notamment à des dirigeants de groupes de citoyens, à des avocats et à des juges de la région Asie-Pacifique. Il a fait partie de l'équipe organisatrice de la proclamation de la *Charte asiatique des droits de l'homme – La charte du peuple* à Gwangju en 1998. Il a représenté l'AHRC à de nombreuses sessions d'organisations de l'ONU, notamment à la réunion de la Commission des droits de l'homme (CDH) à Genève, aux réunions préparatoires pour la Conférence mondiale contre le racisme, à Varsovie et à Bangkok, à la réunion du Comité des droits de l'homme à Genève et à la réunion du Comité contre la torture. M. Liyanage est actuellement coordonnateur, en Asie de l'Est, de la Coalition des ONG pour la Cour pénale internationale (CCPI). Il est membre du comité de rédaction de la publication bimensuelle de l'AHRC, *Article 2*. M. Liyanage a reçu une formation sur les droits de la personne à l'Institut des sciences sociales (ISS) de la Haye ainsi qu'à l'Institut danois pour les droits de l'homme (auparavant appelé Centre danois pour les droits de l'homme) à Copenhague. Il a obtenu sa maîtrise en droit (droits de la personne) de l'Université de Hong Kong en 2004.

## Yiyi Lu

**Royal Institute of International Affairs**

Yiyi Lu est chercheuse associée à la Chatham House (Royal Institute of International Affairs) et mène actuellement un projet ayant trait à la société civile et à l'intendance environnementale en Chine ainsi qu'un projet sur la responsabilité sociale



des entreprises en Chine. Auparavant, M<sup>me</sup> Lu a travaillé au sein de plusieurs organismes de développement international en Chine, dont le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, la Fondation Ford et Save the Children – Royaume-Uni. M<sup>me</sup> Lu est titulaire d'un doctorat de la London School of Economics, d'une maîtrise de l'Université de Pennsylvanie et d'un baccalauréat en sciences de l'Université de Beijing.

## Flora MacDonald

### Ex ministre des Affaires extérieures

Flora MacDonald a été pendant 16 ans députée de la circonscription de Kingston et les Îles; au cours de cette période, elle fut à trois reprises membre du conseil des ministres, notamment à titre de ministre des Affaires extérieures. Depuis son départ du Parlement, M<sup>me</sup> MacDonald a été présidente du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa, adjointe invitée au Centre d'études canadiennes de l'Université d'Édimbourg et, en 1999, coprésidente pour le Canada de l'Année internationale des personnes âgées proclamée par l'ONU. À l'heure actuelle, elle siège au conseil d'administration ou au conseil consultatif de nombreuses organisations, entre autres le Conseil canadien pour les réfugiés et Partenariat Afrique Canada. M<sup>me</sup> MacDonald a été nommée Compagnon de l'Ordre du Canada en 1999.

## Vitit Muntarbhorn

### Professeur, Université Chulalongkorn et membre du Conseil, Droits et Démocratie

Professeur à la faculté de droit de l'Université Chulalongkorn à Bangkok, en Thaïlande, et avocat du Middle Temple à Londres, a enseigné dans plusieurs institutions oeuvrant dans le domaine des droits de la personne, notamment au Royaume-Uni, en France, au Canada, en Suisse, au Danemark et en Autriche. Il a travaillé pour plusieurs organismes des Nations Unies, ayant effectué des études et exercé les fonctions de rapporteur spécial, de conseiller et de président de comité, principalement dans le domaine des droits des enfants et des femmes. M. Muntarbhorn a rédigé le premier rapport de la Thaïlande pour la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il a produit des documents pédagogiques sur les droits de la personne et les droits des enfants, et est l'ancien directeur exécutif de Child Rights ASIANET, qui collabore étroitement avec l'UNICEF. En 1992, il était le porte-parole de la campagne thaïlandaise pour la démocratie populaire. Il est l'auteur de nombreuses publications sur l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que sur la démocratie et les droits de la personne.

## Ravi Nair

### Réseau des droits de la personne en Asie-Pacifique (Inde)

Ravi Nair est directeur général du Centre de documentation sur les droits de la personne en Asie du Sud, qui se trouve à New Delhi, en Inde. M. Nair travaillait auparavant pour Amnistie internationale à Londres. Il fait également partie du conseil de direction du Service international pour les droits de l'homme, ayant son siège à Genève.

En outre, M. Nair est membre du Comité consultatif international responsable de la bourse commémorative Robert F. Kennedy pour les droits de la

personne, à Washington D.C. (États-Unis), et coordonnateur du Réseau des droits de la personne en Asie-Pacifique, coalition d'ONG de la région de l'Asie-Pacifique. M. Nair est aussi consultant international auprès du Programme des services techniques consultatifs du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. En cette qualité, il a tenu des conférences et des ateliers partout dans le monde. Pour obtenir plus de renseignements sur le Centre de documentation ou le Réseau des droits de la personne en Asie-Pacifique, veuillez consulter le site [www.aphrn.org](http://www.aphrn.org).

## Luke Peterson

### Institut international du développement durable (IIDD)

Luke Peterson est consultant et rédacteur pigiste à Ottawa, en Ontario. Dans le domaine du commerce et de l'investissement, il a travaillé comme consultant en recherche auprès du Royal Institute for International Affairs, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Institut Nautilus pour la sécurité et le développement durable. Ses écrits sur les politiques en matière de commerce et d'investissement ont paru dans diverses publications spécialisées en plus d'être diffusés par une gamme de médias d'intérêt général, dont le *World Trade Agenda*, le *Globe and Mail* de Toronto, la Canadian Broadcasting Corporation (CBC), *The Guardian* (de Londres) et *The New Republic Online*. M. Peterson collabore actuellement à divers projets de l'IIDD relatifs aux politiques en matière de commerce et de développement durable, notamment des projets axés sur les répercussions de la réglementation économique internationale sur la santé, les droits de la personne et le développement. Il est également rédacteur en chef du *INVEST-SD News Bulletin*, le service de presse de l'IIDD relatant les derniers développements en ce qui concerne le droit, la politique ainsi que la résolution des conflits à l'échelle internationale. Avant de devenir consultant en 2000, M. Peterson a été titulaire d'une bourse de Rhodes à l'Université d'Oxford et d'une bourse du Commonwealth au University College London; il est diplômé de l'Université du Nouveau-Brunswick.

## T. Rajamoorthy

### Conseil régional sur les droits de la personne en Asie et Réseau du Tiers-Monde (Malaisie)

T. Rajamoorthy est spécialiste du droit international. Diplômé en droit de Middle Temple, à Londres, il pratique comme avocat depuis 35 ans. Il est l'un des fondateurs et des membres du Conseil régional sur les droits de la personne en Asie, organisme de défense des droits de la personne établi à Manille. Il est en outre consultant auprès de l'ONU, conseiller juridique au sein du Réseau du Tiers-Monde (TWN) et l'un des directeurs de la rédaction de *Third World Resurgence*, revue mensuelle du TWN.

## Nancy Riche

### Ex-vice-présidente exécutive du Congrès du travail du Canada

A été secrétaire-trésorière et vice-présidente exécutive du Congrès du travail du Canada. Dirigeante syndicale des plus influentes au Canada, M<sup>me</sup> Riche a également occupé le poste de vice-présidente de la Confédération internationale des syndicats libres, qui a son

siège à Bruxelles, et a présidé son Comité des femmes. Enseignante dans un collège communautaire à Terre-Neuve-et-Labrador, elle a été secrétaire-trésorière du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public ainsi que directrice de l'Éducation, de la Recherche et des Communications à l'Association des employés des secteurs public et privé de Terre-Neuve-et-Labrador. Sa contribution exceptionnelle à la vie des travailleuses au Canada et ailleurs dans le monde est reconnue. M<sup>me</sup> Riche a reçu le Prix Femmes de courage décerné par le Comité canadien d'action sur le statut de la femme ainsi que le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne ». M<sup>me</sup> Riche est également récipiendaire du prix George Meany-Lane Kirkland des droits de la personne décerné par la Fédération américaine du travail et congrès des organisations industrielles, et a été décorée de l'Ordre du Canada en 2003. Depuis 2002, elle s'implique surtout dans diverses activités bénévoles.

## Jean-Louis Roy

### Président, Droits et Démocratie

Titulaire d'un doctorat en histoire de l'Université McGill et d'une maîtrise en philosophie de l'Université de Montréal, Jean-Louis Roy fut successivement directeur du Centre d'études canadiennes françaises de l'Université McGill pendant dix ans (1971 à 1981), directeur du quotidien *Le Devoir* pendant six ans (1981 à 1986), délégué général du Québec à Paris pendant quatre ans (1986 à 1990). Élu secrétaire général de la Francophonie en 1990, et réélu à cette fonction trois ans plus tard, Jean-Louis Roy a, dans cette fonction, développé la coopération entre les 50 états membres de la francophonie, préparé et assumé le suivi des sommets francophones réunissant les chefs d'état et de gouvernement. Depuis août 2002, Jean-Louis Roy assume la fonction de président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique « Droits et Démocratie », renouant ainsi avec des engagements récurrents dont, notamment, la présidence de la Ligue des droits de l'homme du Québec, la participation à titre de Commissaire à la Commission des droits et libertés de la personne du Québec, et la mise en place du programme de coopération juridique et judiciaire au sein de la communauté francophone internationale. Depuis 2001, Jean-Louis Roy est aussi Chancelier de l'Université Sainte-Anne.

## Kem Sokha

### Centre cambodgien pour les droits de l'homme (Cambodge)

Kem Sokha est un ardent défenseur des droits de la personne et de la démocratie au Cambodge. Il est président-fondateur du Centre cambodgien pour les droits de l'homme, organisation apolitique, non gouvernementale et indépendante officiellement créée le 12 novembre 2002; la mission du Centre est de promouvoir et de défendre la démocratie, les droits de la personne et le développement au Cambodge. M. Sokha a été arrêté le 31 décembre 2005 à Phnom Penh pour avoir déployé une bannière lors du rassemblement tenu à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 2005, et pour avoir supposément accusé le premier ministre Hun Sen de vendre illégalement des terres cambodgiennes au Vietnam. Il a été relâché au bout de 17 jours grâce à la campagne

livrée à l'échelle internationale pour sa libération. M. Sokha a été député de 1993 à 1998, et sénateur de 1999 à 2002.

## Janice Stein

### Directrice, Centre d'études international Munk

#### Présidente du Conseil, Droits et Démocratie

A acquis une vaste expérience des conflits politiques dans des régions instables de la planète, y compris le Moyen-Orient. À l'heure actuelle, elle dirige le Centre d'études international Munk et est titulaire de la chaire Belzberg en gestion et négociation de conflits au Département de science politique de l'Université de Toronto. Elle est l'auteure de nombreux ouvrages et articles sur la gestion et la résolution des crises et des conflits, la guerre froide, les questions de sécurité internationale et le Moyen-Orient. Elle est membre d'un certain nombre de comités consultatifs et de rédaction s'occupant de questions internationales, y compris le Groupe de travail sur le Moyen-Orient d'Affaires étrangères Canada. Elle est membre de la Société royale du Canada et membre étrangère honoraire de la American Academy of Arts and Science.

## Charm Tong

### Réseau d'action des femmes shan

#### (frontière entre la Thaïlande et la Birmanie)

Charm Tong est une réfugiée shan ayant grandi en Birmanie et travaillant aujourd'hui à faire valoir les droits des groupes ethniques opprimés en Birmanie. À l'âge de seulement dix-sept ans, elle a fondé avec d'autres femmes shan vivant à la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie le Réseau d'action des femmes shan (SWN), organisation dont l'objectif est de mettre un terme à l'exploitation des femmes et des enfants et à la violence qui leur est faite. Quelques années plus tard, constatant que le manque d'éducation rendait les jeunes Shan plus vulnérables à la traite des personnes et plus susceptibles d'être exploités, Charm Tong fondait l'École pour les jeunes originaires de l'État Shan. Dans cet établissement d'enseignement, on forme les élèves à devenir des leaders au sein de leur communauté. Récemment, Charm Tong a joué un rôle déterminant dans le lancement d'une campagne destinée à attirer l'attention sur le viol systématique des femmes shan par les militaires birmanais. En 2005, Charm Tong s'est vu décerner le prix Reebok des droits de la personne et a fait partie des héros asiatiques sélectionnés par le magazine *Time*.

## Antonio Tujan, Jr.

### Réseau de recherche Asie-Pacifique (Philippines)

Antonio Tujan, Jr. est président du conseil responsable du Réseau de recherche Asie-Pacifique et membre du comité de gestion de Reality of Aid. L'un des plus éminents commentateurs et critiques de la libéralisation du commerce, de la mondialisation et des développements liés à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), M. Tujan a écrit et dirigé de nombreuses publications sur ces sujets. Il est directeur général et membre fondateur de la Fondation IBON, organisation non gouvernementale fondée en 1978, ayant son siège à Manille, et se consacrant à la recherche et à

la publication dans le domaine socio-économique. M. Tujan est rédacteur en chef des Institute of Political Economy Journals depuis 1994 et chroniqueur pour « Cutting Edge », *The Journal*. Il a en outre été rédacteur-éditeur du *TFD (Task Force Detainees Philippines) Update* de 1978 à 1980, ainsi que conseiller en rédaction pour *Talakayan* et *Breaktime Komiks*, publications de Labour Education and Assistance for Development inc. (1991-1993) et pour *Laya*, revue trimestrielle féministe publié par le Laya Women's Collective (1991-1995).

## Wenzhan Ban

### Université de droit et de science politique de Chine (CUPL)

Wenzhan Ban est professeur et directeur adjoint à l'Institut des droits de la personne et du droit humanitaire de l'Université de droit et de science politique de Chine (CUPL) à Beijing. Il a publié plusieurs ouvrages et articles sur la législation internationale relative aux droits de la personne et sur l'acceptation ainsi que l'exercice des droits de la personne en Chine. Il a obtenu sa maîtrise en droit de la CUPL en 1985; il a également reçu une formation et effectué des travaux de recherche au Centre des droits de la personne de l'Université d'Essex ainsi qu'au Centre de droit humanitaire de l'Université de Nottingham, au Royaume-Uni.

## Sein Win

### Député élu et chef du Parti national pour la démocratie Premier ministre, gouvernement de coalition de l'Union de Birmanie

M. Sein Win a été élu premier ministre après la formation du gouvernement national de coalition de l'Union de Birmanie à Manerplaw (État de Karen) le 18 décembre 1990. Son père est U Ba Win, l'un des principaux chefs politiques de la Birmanie et frère aîné du général Aung San, artisan de l'indépendance de la Birmanie et fondateur de l'armée birmane ainsi que cousin au premier degré de Daw Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix en 1991 et chef du mouvement démocratique de la Birmanie. M. Sein Win a obtenu un doctorat en mathématiques de l'Université de Hambourg, en Allemagne. Il a enseigné à l'Université de Colombo, au Sri Lanka, à l'Université de Nairobi, au Kenya, ainsi qu'à l'Université de Rangoon, en Birmanie. Il a fait son entrée en politique à la suite de la sévère répression exercée par les militaires en 1988 pour mater un soulèvement populaire en faveur de la démocratie. Le Parti national pour la démocratie (PND), parrainé par Daw Aung San Suu Kyi et U Tin Oo, est un parti auxiliaire formé en 1988 afin de réagir à une éventuelle dissolution forcée, par les autorités militaires, de la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Lorsque le SLORC a refusé de reconnaître les résultats de l'élection, préférant arrêter les dirigeants de la LND ainsi que les élus dans tout le pays, le caucus de la LND a tenu en secret une série de réunions et décidé d'envoyer certains députés en territoire libéré dans le but de former un gouvernement provisoire. La principale tâche des élus du gouvernement légitime consiste à aider à rétablir la démocratie et les droits de la personne en Birmanie. À l'heure actuelle, M. Sein Win en est à son quatrième mandat comme premier ministre du gouvernement de coalition de l'Union de Birmanie.

## Joseph Wong

### Université of Toronto

Joseph Wong est professeur de science politique à l'Université de Toronto, au Canada, et directeur de l'Institut asiatique du Centre Munk d'études internationales. M. Wong a obtenu son doctorat de l'Université Wisconsin-Madison en 2001. Avant de se joindre au corps professoral de l'Université de Toronto, en 2001, il a été chercheur associé au Centre Fairbank de recherche sur l'Asie, à l'Université Harvard. Il a également été adjoint invité à l'Institut de recherche sur la politique nationale, à Taipei, et à l'École supérieure d'administration publique de l'Université nationale de Séoul. M. Wong a récemment terminé un projet sur les États-providence en Asie de l'Est, projet mené en collaboration avec l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Il concentre ses recherches dans le domaine de la politique publique comparée en Asie. Ses travaux antérieurs portaient sur les effets de la transition vers la démocratie sur la politique sociale. M. Wong étudie maintenant les stratégies de développement des biotechnologies à Taïwan, en Corée du Sud et à Singapour, en particulier dans la perspective de leur intersection (et des tensions ainsi générées) avec les politiques relatives à l'industrie, à la science et à la santé publique. M. Wong est l'auteur de *Healthy Democracies: Welfare Politics in Taiwan and South Korea* (Cornell University Press, 2004). Les résultats de ses travaux ont été publiés dans *Comparative Political Studies*, *The International Political Science Review*, *Pacific Affairs*, *The American Asian Review*, *Nature Biotech*, et le *Journal of East Asian Studies*.